

## Le populisme ?

Maurice Agulhon, Bertrand Badie, Alain Bergounioux, Alain Besançon, Odile Rudelle, Jean Stengers, Benjamin Stora, Paul Thibaud, Alain Touraine

### Abstract

Populism? Maurice Agulhon, Bertrand Badie, Alain Bergounioux, Alain Besançon, Odile Rudelle, Jean Stengers, Benjamin Stora, Paul Thibaud et Alain Touraine.

«What do you think and what should one think, according to you, of the concept of populism and its scientific and civic uses, to understand a contemporary society, from yesterday to today?» This was the question that Vingtème siècle posed (well before the French elections of June 1, 1997) to historians, political scientists, sociologists, researchers and intellectuals. Here is a selection of their answers, all very free, and that point out the convergences around which this issue was constructed.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Agulhon Maurice, Badie Bertrand, Bergounioux Alain, Besançon Alain, Rudelle Odile, Stengers Jean, Stora Benjamin, Thibaud Paul, Touraine Alain. Le populisme ? . In: Vingtème Siècle, revue d'histoire, n°56, octobre-décembre 1997. Les populismes. pp. 224-242;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.1997.4504>

[https://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_1997\\_num\\_56\\_1\\_4504](https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1997_num_56_1_4504)

---

Fichier pdf généré le 27/03/2018

# LE POPULISME? NEUF RÉPONSES

Maurice Agulhon, Bertrand Badie,  
Alain Bergounioux, Alain Besançon, Odile Rudelle, Jean Stengers,  
Benjamin Stora, Paul Thibaud et Alain Touraine

*« Que pensez-vous et que faut-il penser, selon vous, du concept de populisme et de ses usages scientifiques et civiques, pour comprendre une société contemporaine, d'hier à aujourd'hui ? » Telle était la question que Vingtième siècle a posée (bien avant les élections du 1<sup>er</sup> juin 1997 français) à des historiens, des politologues, des sociologues, des chercheurs et des intellectuels. Voici une sélection de leurs réponses, toutes très libres, et qui concernent des convergences autour desquelles ce numéro a été bâti.*

---

## LE PEUPLE À L'INCONDITIONNEL

Le *populisme* me paraît fournir d'abord l'occasion de poser le problème suivant : les historiens, quand ils veulent travailler avec quelque souci de généralisation et de conceptualisation, ne fabriquent pas les éléments de leur langage à partir de racines grecques et de concertations entre spécialistes, ils les empruntent au vocabulaire qui a cours dans la politique, la presse, l'opinion. « Populisme » a fleuri dans les journaux quand il n'était bruit que de Jean-Marie Le Pen, Silvio Berlusconi et Bernard Tapie. On pressentait quelque caractère commun à la popularité de ces personnages et on cherchait à l'identifier. Non sans conflits, d'ailleurs. « Populisme » étant plutôt perçu comme péjoratif, et Tapie étant alors soutenu par le président Mitterrand, c'est naturellement à gauche qu'on avait le plus de réticences à classer Tapie « populiste », et à droite qu'on en avait le moins, on comprend pourquoi.

La génération précédente avait offert le même spectacle autour de la notion de *fascisme*. Le mot était en pleine vogue il y a un demi-siècle, mais il n'y avait d'accord ni sur sa définition ni sur l'étendue de son attribution, et les divergences entre historiens sur ces options conceptuelles se laissaient rapprocher aussi aisément qu'aujourd'hui des différences de sensibilité politique. Sur le fascisme, et sur l'antifascisme qui l'accompagnait nécessairement, il existe toute une littérature que nos collègues et nos lecteurs connaissent bien et qu'il serait donc superflu d'évoquer. Les derniers développements de ce dossier tendent (à tort, selon nous – mais ce n'est pas ici la question) à faire prévaloir l'idée que ni le fascisme ni l'antifascisme ne sont des notions pertinentes. On les perçoit politisées, partisans, obsolètes, éventuellement diffamatoires. On s'en méfie.

On peut alors se demander si ce n'est pas cet état d'esprit qui a un peu contribué au succès récent du mot populisme. Car enfin il faut bien un mot pour désigner la famille des démagogues dangereux. Je pose cela comme une hypothèse, et je présenterai alors les termes du débat de la façon suivante : qu'est-ce qui est nouveau : le mot ? ou la chose ? Si c'est le mot, on dira que « populisme » est la façon dont la mode de notre siècle finissant désigne l'objet historique que la mode du milieu du siècle aurait qualifié de « fasciste ». Si c'est la chose, on dira que le « populisme » n'est qu'une virtualité de fascisme, un sous-fascisme plus anodin et plus insidieux, une réalité en somme propre à notre temps, et à décrire comme telle. Je ne trancherai pas ici, voulant seulement, par ces quelques remarques, appeler à relativiser notre science politique en rappelant ses interférences avec les conflits idéologiques qui nous enserrant.

À qui serait choqué par les remarques qui précèdent, je ferai observer qu'on peut pourtant les étayer en regardant aussi en amont du fascisme, et pas seulement en aval. S'il y a une sorte d'après fascisme plus ou moins atténué, du moins en Europe occidentale, sous le nom de populisme, pourquoi n'y aurait-il pas eu un avant-fascisme, un préfascisme avant les années 1920 où apparut le mot ? Tout le monde connaît, là encore, les livres et les débats concernés. La spécificité avérée des liens entre le fascisme et l'après-guerre de 1918 n'empêche pas de reconnaître que des autoritarismes à base populaire ont existé avant 1914, jusqu'au point de lui constituer une généalogie ou des analogies favorisantes : le « bonapartisme » au sens de René Rémond, ou la « droite révolutionnaire » au sens de Zeev Sternhell. Ces étiquettes sont d'aujourd'hui. Au siècle dernier, l'ambition généralisatrice se servait du mot savant *césarisme* pour évoquer les

régimes libéraux ou antilibéraux qui arrivaient pourtant à séduire les peuples, et qui se légitimaient par le succès de cette séduction.

Césarisme avant-hier, fascisme hier, populisme aujourd'hui – on nous fera l'honneur de croire que nous savons assez d'histoire pour connaître les différences! Mais il y a bien, aussi, un trait commun à tous les régimes ou à tous les mouvements qui ont été un jour ou l'autre désignés par l'une ou l'autre de ces étiquettes: être des dictatures, effectives ou virtuelles, sans être honnies du peuple mais au contraire en s'appuyant sur des aspirations dominantes dans le peuple. On retrouve, par ce détour de réflexion, le problème de la *démocratie*. Comme chacun sait, Peuple se dit *dêmos* en grec, qui a donné démocratie, et *populus* en latin, d'où l'on a tiré populisme. Il y a donc un «bon» usage du peuple pour soutenir les démocraties, valeur réputée honorable, et un «mauvais» qui peut vous faire taxer de populisme, valeur suspecte?

Eh! bien, oui, et c'est le grand enseignement de l'histoire de France depuis une certaine année de 1848 où les promoteurs républicains du suffrage universel ont vu celui-ci porter au pouvoir Bonaparte. La République a dû alors convenir que le suffrage universel (essence de la démocratie pourtant) n'était pas une panacée et que la seule démocratie acceptable c'était le suffrage universel plus la conscience lucide, l'esprit critique, l'éducation aux valeurs du Droit, etc. Depuis ce temps, les républicains ont en quelque sorte la démo-phobie conditionnelle et ils mettent l'éducation civique aussi haut que l'urne dans l'échelle des exigences. Ce qui nous permettrait de définir *a contrario* la famille opposée comme celle où l'on aime *inconditionnellement* le peuple tel qu'il est *spontanément*, serait-il plus épris des grands hommes que des grands

principes, et de sa province que de l'humanité.

*Maurice Agulhon*

---

## UNE FAILLITE DU POLITIQUE

On connaît l'imprécision de la notion qui tient pour beaucoup à la richesse et à la diversité des expériences qu'elle recouvre. Le populisme russe, au 19<sup>e</sup> siècle, celui qui prit corps en Amérique latine avec Getúlio Vargas ou Perón, celui des grands leaders du Tiers Monde des années 1960 (Nasser, Soekarno, Ben Bella, Nkrumah), celui qui affecte les sociétés occidentales d'aujourd'hui à travers des hommes aussi différents que Ross Perot ou Jean-Marie Le Pen évoquent des histoires différentes, des contextes socio-économiques contrastés, des cultures extraordinairement variées. Aussi est-il clair que la notion ne peut être utilisée de manière discriminante ni pour décrire une idéologie, ni pour désigner un moment de l'Histoire, ni pour qualifier un régime politique.

On pressent pourtant qu'au-delà du mot, de sa charge polémique et de la mise en accusation qui l'accompagne, la notion a un contenu et que les situations auxquelles elle se réfère ont des points communs: crise de la représentation, défaut de communication politique, échec des médiations, peut-être faillite du politique. En cela, le populisme semble se concevoir comme un appel dérogatoire aux règles de la mobilisation politique, que celle-ci ait échoué dans ses formes institutionnelles ou qu'elle ne parvienne pas à s'institutionnaliser face aux poussées subites des demandes de participation politique.

La sémantique est, de ce point de vue, éclairante: tout se passe comme si le populisme venait exalter l'idée simple de peuple pour mieux dénoncer sa défaut-

lance comme communauté politique instituée. On avait retenu de Rousseau et de la philosophie contractualiste que la démocratie avait pour propos d'instituer un peuple de citoyens et que, dans cette voie, la participation politique pourrait s'exercer avec d'autant plus de succès que les individus accepteraient d'être les parties indifférenciées d'un tout admis conventionnellement et dont les institutions devraient assurer la régulation. On perçoit les obstacles qui peuvent toujours bloquer ce beau mécanisme : que les individus préfèrent les liens primordiaux à l'idée de communauté politique, que les institutions perdent de leur légitimité, que le politique ne renvoie plus, dans les esprits, à une communauté constitutive, mais à une étrangeté voire à des relations hostiles ou spoliatrices. Le discours populiste devient alors une technique de mobilisation qui oppose à une communauté politique institutionnalisée gravement affaiblie l'appel à un peuple dépouillé de toutes ses médiations et critiquant les errements des institutions censées le représenter et l'organiser.

Le populisme s'affiche dès lors apolitique ou même antipolitique et compense l'abandon de cette référence par la promotion de références de substitution : nationalisme, communautarisme, ethnocisme, identifications religieuses ou, plus simplement, apologie d'une « nature » humaine qu'on oppose volontiers à toute différenciation socialement construite (élite, *establishment*, classe politique, fonction publique). On peut admettre, dans ces conditions, que le populisme renvoie à une « idéologie molle » et que non seulement il s'accommode d'une faiblesse programmatique, mais encore qu'il s'en nourrit, tirant son efficacité en même temps de ses vertus unanimistes et de sa propre pureté qu'il met en scène pour se dire différent des entrepreneurs politiques dont il dénonce volontiers l'inanité des programmes et l'incapacité de les mener à bien. On comprend aussi qu'en

tant que technique de mobilisation, le populisme s'impose avec succès dans des situations d'anomie ou de transition. Les contextes apparaissent ainsi de manière assez claire : rupture avec l'ordre colonial et invention d'un système politique nouveau (populismes africains), effondrement des monarchies traditionnelles (Nasser, Kassem en Irak...), développement économique actif et effets d'urbanisation foudroyante (Amérique latine, Égypte), effondrement des institutions politiques et des relations d'autorité (Russie post-soviétique, voire certaines des anciennes démocraties populaires), menaces portées aux formes traditionnelles d'intégration (populisme d'extrême droite ou « d'ailleurs » suscité dans les sociétés occidentales confrontées aux problèmes de l'immigration, des banlieues ou du chômage...).

On perçoit en même temps comment cette construction du populisme en termes d'appel et de technique est incertaine, voire équivoque. Il est clair d'abord que la distinction entre populisme de contestation et populisme de gouvernement pose problème. Le premier semble conforme à sa vraie nature de remise en cause d'un ordre politique discuté : pourtant, on remarquera qu'il est souvent délicat – voire arbitraire – de distinguer un mouvement populiste d'une opposition façonnée par des idéologies d'inspiration nationaliste, fasciste ou socialiste. En réalité, l'orientation populiste semble latente dans la plupart des idéologies de masse et se révèle de façon fort complexe, et avec une intensité variable, dans le style et dans la technique de mobilisation, au gré des situations et des choix tactiques. Tout se passe comme si elle consacrait un affadissement des idéologies et des programmes afin de leur préférer un discours de redondance des aspirations populaires jugé plus approprié pour faire face aux crises qui frappent les médiations politiques.

Le populisme de gouvernement est au moins aussi ambigu : ici la dimension contestataire ne peut que s'effacer au profit de l'exaltation d'un leader plus ou moins charismatique, ou être détournée vers la dénonciation de l'ennemi extérieur reconnu coupable des maux dont souffre le peuple, voire responsable de l'assujettissement dont il est victime. Aussi les régimes populistes mêlent-ils confusément une prolifération de symboles flattant de façon ostentatoire les vertus du peuple, une forte personnalisation du pouvoir reflétant en réalité leur orientation autoritaire et une diplomatie suractive qui trouvait naguère son compte dans le tiers-mondisme et qui tend aujourd'hui à se reconvertir dans l'exacerbation d'un nationalisme, d'un confessionnalisme, voire d'un ethnicisme que le système international est accusé de contrarier.

Ainsi le populisme décrit-il, de façon au total assez relâchée mais utile, une technique et une fonction : mobiliser le peuple en contournant sa nature de communauté politique ; flatter et amplifier ses pulsions les plus profondes ; les diriger vers l'« autre » ou vers l'« ailleurs », pour mieux dissimuler les impasses des systèmes de mobilisation et de gouvernement. C'est dire la variété des situations auxquelles il renvoie et l'imprécision qui ne peut donc que s'en dégager.

*Bertrand Badie*

---

#### LE SYMPTÔME D'UNE CRISE

La fécondité de la notion de populisme est tout à fait problématique pour comprendre le passé et le présent de nos sociétés.

Dans le passé, elle n'a eu un sens complet que dans le mouvement qui s'est intitulé lui-même « populiste » dans les années 1860-1870 en Russie. Une partie

de la jeune *intelligentsia* russe a voulu partir du peuple, de son mode de vie et de ses formes d'organisations économique et sociale pour régénérer la Russie. Le peuple avait la vérité en lui, il fallait qu'il en prenne conscience et qu'il pût l'exprimer directement. L'échec de la « croisade vers le peuple » a ouvert un ensemble de conflits entre occidentalistes et slavophiles, partisans de la terreur et démocrates qui ont changé rapidement la nature du mouvement. Une dimension populiste a certes continué d'exister dans le socialisme révolutionnaire, mais elle n'a pas été dominante dans la social-démocratie et le bolchevisme qui ont privilégié la classe ouvrière et le rôle du parti.

D'une manière générale, les grands mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du 20<sup>e</sup> siècle ont tous entendu parler au nom du peuple et représenter mieux le peuple que les démocraties parlementaires, mais leurs dynamiques ont reposé sur d'autres éléments, la nation, la classe, l'État, ou la race. Le populisme n'est pas la donnée qui permet de les définir vraiment et, en tout cas, elle n'explique pas le principe de leur différenciation.

Des ambiguïtés aussi fortes peuvent être relevées dans les régimes populistes autoritaires de l'Amérique latine et du Moyen-Orient principalement après 1945. Ces régimes ont exalté leur légitimité populaire, ils ont tenté de mettre en œuvre une relation directe avec les masses derrière des leaders charismatiques, Juan Perón, Getúlio Vargas, Nasser, Sadam Hussein, etc. Ils ont désigné des adversaires, voire des boucs émissaires – l'impérialisme anglo-saxon le plus souvent –, ils ont réprimé ou mis à distance les élites traditionnelles, ils ont mêlé des rhétoriques nationalistes et parfois socialistes. Mais, après l'énoncé de ces quelques traits communs, les différences l'emportent, entre les dictatures et les autoritarismes, entre des politiques fina-

lement conservatrices ou réformatrices. Le « péronisme » et le « socialisme arabe » demandent des analyses différentes pour qu'elles présentent un réel intérêt.

Ce rappel historique ne permet pas de penser que le populisme soit une clé de lecture satisfaisante pour définir les mouvements et les régimes politiques du 20<sup>e</sup> siècle. Le débat politique contemporain n'offre pas beaucoup plus de clarté. Il a même toutes les chances de laisser perplexe le citoyen.

Un exemple récent est tout à fait significatif. Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie ont tous deux été qualifiés de populistes, alors que tous deux proclament leur opposition politique radicale, que le premier cultive le nationalisme et la xénophobie, et que le second se dit européen et antiraciste. La personnalisation et la force médiatique n'empêchent pas qu'il s'agisse pour Le Pen et le Front national, pour Bernard Tapie et le Parti radical, de deux réalités politiques contradictoires. Si évidemment, on veut dire simplement que tous les deux sont des démagogues, pourquoi avancer la notion de populisme, qui, en plus, n'est pas comprise par l'opinion. Il vaut sans doute beaucoup mieux revenir à des définitions qui cernent de plus près les appartenances et les traditions auxquelles se rattachent le « lepénisme » et le « tapisme », l'extrémisme de droite pour le premier, la démagogie pour le second. Le citoyen s'y retrouverait mieux.

Il est vrai que le terme populisme peut prendre aujourd'hui un sens qui le détache d'une appartenance trop précise. En Italie, avec Berlusconi, ou aux États-Unis, avec Ross Perot, on a pu parler de « télépopulisme », expression qui reflète à la fois un phénomène technologique et une intention politique de passer par-dessus les médiations politiques traditionnelles. Mais la personnalisation n'est pas une réalité politique récente : Hitler et Staline n'en avaient pas méconnu les propriétés !

Nous assistons plutôt à une évolution générale de la communication politique qui banalise la personnalisation. Qu'elle soit utilisée avec plus ou moins d'efficacité par tous les partis est une autre affaire. C'est bien un fait qui facilite les tendances plébiscitaires présentes dans la démocratie à partir du moment où le suffrage universel a été son fondement. Mais cela ne nous donne pas les moyens de qualifier précisément un mouvement politique. La meilleure preuve vient de ce que l'usage courant actuellement du terme décrit le plus souvent l'extrême droite en Europe, le Front national en France, le Vlaamsblok dans la Flandre belge, le Front national Wallon, le Parti libéral autrichien, l'ancien MSI en Italie transformé en Alliance nationale. Mais le populisme n'est alors qu'une dimension et non le tout de ces mouvements politiques.

Enfin, la meilleure question que nous pouvons poser à cette notion est de savoir pourquoi elle a trouvé une actualité publique qu'elle n'avait pas précédemment. En fait, le populisme a plus de sens par les manques qu'il révèle que par ce qu'il porte en propre. Il traduit pour l'essentiel une crise de la représentation nourrie par l'affaiblissement du clivage entre les droites et les gauches.

Il y a, bien sûr, des évolutions générales qui rendent nos démocraties plus volatiles : les électorsats s'identifient moins facilement que dans les décennies qui ont suivi la dernière guerre mondiale où, le fascisme étant totalement discrédité, une assez bonne adéquation existait entre la réalité sociale et l'expression politique. Mais ce sont la durée de la crise économique ou plutôt le nouvel état de l'économie européenne et l'insuffisance des résultats obtenus au fil des alternances politiques qui expliquent le scepticisme de l'opinion et le désarroi d'une part des catégories populaires. L'affaiblissement et, pour certains, l'effa-

cement des partis communistes d'une part, les difficultés des politiques gouvernementales mises en œuvre par les partis socialistes et le fait que ces derniers deviennent de plus en plus des partis de classes moyennes salariées, d'autre part, tendent, à gauche, à priver les catégories populaires de repères identitaires.

Il y a là un terreau pour des forces politiques qui contestent le système politique représentatif issu de la seconde guerre mondiale. Ce dernier a aujourd'hui une moindre capacité à représenter la diversité des opinions et des attentes politiques. Le populisme est un des moyens d'expression de cette contestation. Il peut prendre différentes formes. Mais ce sont les partis d'extrême droite qui en font le plus grand usage, car, par-delà la conjoncture économique difficile, ils peuvent faire fond sur les réactions contre l'immigration et sur les inquiétudes face à l'ouverture européenne et internationale. Ils s'attaquent aux principes du compromis libéral défini après 1945, la réalité des alternances gauche-droite et pratiquent un amalgame entre les «partis de l'établissement» qui ignoreraient les préoccupations populaires.

Le populisme est donc un symptôme d'une crise de nos systèmes politiques représentatifs. Il ne définit pas le contenu d'une politique. L'historien doit toujours le qualifier pour lui donner un sens. Le citoyen doit se défier d'un mot qui contredit dans les faits ce qu'il veut énoncer.

*Alain Bergounioux*

---

#### UNE VARIÉTÉ D'IDÉALISME

Je n'ai rencontré la notion de populisme que de très loin, et pour deux principales raisons :

1. Je me suis surtout occupé d'histoire intellectuelle.

2. Et cela très souvent à propos du communisme. Dans le communisme, le «peuple» ne joue de rôle qu'en tant que formule idéologique. Il me semble que la notion de populisme se réfère au peuple réel, à un ensemble d'individus réels que l'on subsume sous le concept de «peuple» ou encore à un ensemble d'intérêts que l'on prête au «peuple»: toutes choses à quoi la tradition communiste est fort étrangère. Elle connaît la «classe». Les *idées* (au sens platonicien) des classes se distribuent dans le couple d'opposés que forment d'une part le parti et ses alliés politiques, d'autre part son adversaire politique principal et ses alliés. Le parti et ses alliés politiques reçoivent fréquemment le nom collectif de «peuple», parce qu'ils le représentent de droit. Mais jamais un communiste ne définirait sa politique comme «populiste».

Il faut ajouter que le communisme (léninisme) s'est formé par opposition au populisme (*narodnitchestvo*) russe. Celui-ci comportait plusieurs strates :

1. L'idée slavophile d'une essence particulière au peuple russe, idée dérivée du romantisme allemand.

2. L'idée également slavophile selon laquelle cette essence était conservée dans le «peuple», désignant cette fois les couches non instruites, non occidentalisées, de la société russe, particulièrement les paysans.

3. L'idée de Herzen selon laquelle ce peuple avait spontanément créé des formes socialistes, celles mêmes que cherchaient les socialistes européens; que, sur le chemin de ce socialisme, la Russie était donc en avance sur l'Europe.

4. L'idée de Tchernychevski et de Tkatchev qu'il suffisait de créer un parti de militants pour illuminer la conscience encore virtuelle des masses et pour détruire le faible État russe, seul obstacle à la révolution.

On voit que dans chacune de ces étapes l'idée confusément démocratique que le peuple peut avoir des intérêts, des désirs, qu'il faut les comprendre et les écouter, est radicalement absente. Le populiste *narodnik* sait mieux que le peuple, et par avance, ce qu'il veut. Le bolchevisme héritera de cette conviction.

Le populisme, si peu que je l'ai rencontré, s'est présenté comme une variété d'idéalisme, et comme tel renvoie plutôt à l'histoire intellectuelle qu'à l'histoire sociale.

*Alain Besançon*

### LA PANNE

Oui, écrire un peu d'histoire s'impose pour situer le populisme par rapport au nationalisme ou à la démocratie, contemporains de l'âge des masses qui est le nôtre. La question ainsi circonscrite devient plus accessible. Clairement définie, en ce qu'elle éloigne résolument le populisme de ses origines littéraires, elle demande d'envisager le populisme sous son angle politique et, autant qu'on le comprend, dans des conséquences électorales jugées sans indulgence. Mais sans vraiment d'inquiétude, puisque l'incapacité du populisme à être fédératif est notée comme une différence le séparant et l'isolant d'idéologies mieux cernées, telles que la démocratie, le communisme, le fascisme ou le totalitarisme.

Laissons ces grands «ismes» à vocation internationale, pour regarder le cas français : le succès du Front national, autour d'un leader vieillissant, dans un pays recru d'histoire et paralysé par une crise économique dont il est dit simultanément qu'elle dure depuis plus de vingt ans et qu'elle a nourri les années «fric et froc» de la décennie 1980. Il y aurait beaucoup à dire sur ces analyses rétrospectives : de même que «La Belle Époque» l'est

devenue après la guerre de 14, que «Les Trente Glorieuses» ont été ainsi définies en même temps que leur fin était annoncée ; les années dites «d'argent facile» sont ainsi nommées quand elles ne sont plus là. Cette existence rétrospective d'un âge d'or, encore appelé paradis terrestre, est donc plus une donnée permanente du psychisme humain qu'un point de départ spécifique. Le rôle des politiques est justement de s'en emparer et de transformer la nostalgie en l'enrôlant dans une perspective d'avenir, qui a pour nom espoir.

À l'inverse, c'est quand le mécanisme de socialisation par l'histoire tombe en panne que, devenu dominant et paralysant, le ressentiment commence à s'exprimer à l'état pur. Sous la forme de protestations mal articulées, mal coordonnées, hésitantes dans le cas particulier de la France de la Cinquième République, jusque sur les capacités gouvernementales d'un chef, trop paralysé par l'addition de ressentiments contraires pour être en mesure de proposer une dynamique d'avenir. Il y a longtemps qu'Hannah Arendt l'avait remarqué : à l'inverse d'Hamlet, l'homme d'action est en paix avec son passé ; dépourvu de troubles d'identité, il est mené par une idée simple, qui peut être de revanche, de continuité ou de rupture, mais une idée qui est suffisamment forte pour lui permettre de trier et d'organiser le chaos du présent afin d'y produire ces décisions rapides et successives que requiert l'action politique d'envergure.

Il peut paraître étrange de dire que la France de cette fin de siècle est en panne d'histoire alors que jamais les commémorations ne se sont succédé aussi nombreuses et variées. Tout est prétexte à commémoration : le millénaire d'Hugues Capet dont il reste la curieuse photo parallèle d'un président de la République et d'un prétendant dont l'ancêtre a été régicide ; la Révolution des droits de

l'homme de 1789 et la République de 1792 que l'on veut superposer, alors qu'historiquement, elles se sont opposées ; le centenaire du général de Gaulle, fêté dans le silence de son successeur qui, en 1964, ne voyait aucune différence entre lui et le maréchal Pétain ; le cinquantième d'un débarquement allié dont la France est absente ; et cela n'est pas fini puisqu'on annonce des fêtes pour un bimillénaire qu'on ose à peine nommer puisqu'il relève largement du mythe. Comment peut-on fêter tous les ans une année décisive, exemplaire ou fondatrice, si aucune pédagogie ne vient hiérarchiser, ordonner, récapituler ?

«Le Temps désorienté» vient de titrer un excellent numéro des *Annales* qui est moins loquace pour la France que pour l'URSS, devenue Russie, en abandonnant le mythe de la Révolution mondiale. Mythe déchu qui laisse un paysage désolé, débous-solé. Les choses sont-elles si différentes dans ce petit cap d'Asie qui n'arrive pas à mettre de l'ordre dans la succession de ses cinq Républiques, tout en gardant intactes ses prétentions à la direction politique d'une Europe, elle aussi à la recherche de «points de repères» ?

Le populisme d'aujourd'hui est une panne dans le roman national-républicain, si prolixe en discours sur les batailles gagnées, mais si discret sur ses revers. Oui il faut écrire un peu d'histoire afin d'élargir les «assises de la mémoire nationale», selon l'excellente formule de Pierre Nora qui se donne du champ en commençant par les Mérovingiens qui avaient le culte du sang et de la lignée, et en continuant avec les catholiques qui inventent la fraternité de la foi, puis les démocrates et les républicains qui continuent en se retrouvant autour d'un peuple en lutte pour sa liberté ou d'une nation rassemblée autour de la revanche. C'est alors qu'arrive la *panne*.

Que signifie l'idée de penser le destin de la France dans le carcan d'un 20<sup>e</sup> siè-

cle qui, en termes chronologiques, ne veut rien dire ? Même réduit aux années 1914-1989. Ou alors cela veut-il dire que le siècle se confond avec la guerre et la Révolution sortie de son sein ? La guerre et la Révolution suffisent-elles à dire l'histoire de la France de ce siècle ? On comprendrait alors que l'insoluble question du Bicentenaire ait été de savoir si la Révolution était ou non finie ? Le débat fut si chaud que le président de la République se déclara incapable de trancher ces «querelles d'historiens», considérées comme naturelles dans un régime de liberté d'opinion. Une liberté proclamée en 1789 mais quelque peu malmenée ensuite. L'Histoire trancha. C'est la chute du mur de Berlin qui a clos le cycle des révolutions en Europe, puisque tous les pays ont voulu rédiger des Constitutions, où la Justice garantirait l'État de droit.

Alors la France avait-elle déjà tranché la question ? Était-elle comme Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir ? À la différence du temps de Tocqueville, la Cinquième République avait-elle un passé «pour éclairer son avenir». Les points de repères existeraient ? Mais où sont-ils ?

Ce n'est donc pas à un peu mais à beaucoup d'Histoire que nous invite le populisme d'aujourd'hui.

*Odile Rudelle*

---

## LE JUGEMENT DE VALEUR

Écrivant de Belgique, je n'ai guère à signaler chez nous, dans l'emploi du terme «populisme», de traits originaux. Une originalité cependant : l'Académie royale de Belgique est sans doute la première société savante à avoir entendu, dès 1992, une communication sur le sujet : Georges Goriely y a fait un exposé sur «Un concept journalistique nouveau :

le populisme»<sup>1</sup>. Il s'interrogeait sur cette «notion protéiforme», sur ce concept qui a la particularité, soulignait-il, de «n'avoir été inventé par aucun penseur connu, de n'être issu d'aucun courant intellectuel, d'avoir surgi spontanément dans le discours politique, ou, plus souvent, sur la politique». Il cherchait avec finesse à délimiter son champ d'application possible dans le passé.

À lire la presse belge, on ne rencontre qu'une grande banalité. On évoque le populisme à propos de l'Argentine ou de l'Uruguay, de la campagne électorale nationaliste des communistes russes, de Vladimir Meciar en Slovaquie<sup>2</sup>. Encore ces allusions sont-elles assez rares: la pénétration du mot est encore réduite. On ne l'utilise pratiquement pas pour analyser des situations politiques belges. Il n'a pas encore fait son entrée dans la littérature historique. Nous avons manifestement un certain retard.

Mais devrions-nous montrer pour le populisme plus d'enthousiasme et l'utiliser davantage comme clé pour des situations présentes ou pour des phénomènes du passé? À cette question, qui constitue évidemment le nœud du problème, je ne puis certes apporter qu'une réponse personnelle. Je répondrais pour ma part: oui, comme citoyen; non, comme historien.

«Populisme», sous la plume de ceux qui emploient le terme, a un sens en général assez nettement péjoratif. Le leader populiste, ou le parti populiste, tel qu'on le décrit, s'adresse au peuple en essayant d'exciter chez lui des passions que l'on juge peu saines, que ce soit la passion nationaliste, la passion religieuse les sentiments poujadistes, l'envie sociale, la xénophobie, les particularismes locaux ou régionaux virulents. La démagogie est en scène, avec un *démós* que l'on ne

présente pas toujours à son avantage. Le populisme est qualifié plus d'une fois de «méprisable». Comme l'usage du mot s'entend le plus souvent comme une critique, implicite ou explicite, on voit surtout le populisme chez les autres: dans des pays autres que le sien ou, dans son propre pays, chez des partis que l'on combat. Le populisme, c'est les autres, serais-je tenté de dire. Mais en tant que citoyen, je trouve là un aspect engagé qui n'est pas pour me déplaire. Comme citoyens, nous n'avons pas à être aseptisés. Nous avons le droit, et même à beaucoup d'égards le devoir, de porter sur le monde dans lequel nous vivons des jugements de valeur. Le jugement de valeur consiste en l'occurrence à trouver inacceptables certaines exagérations ou certaines passions nationalistes, certains fanatismes religieux, certains sentiments de haine, et à ne pas aimer par conséquent ceux qui cherchent à les utiliser; en les disant «populistes», nous disons en fait qu'ils ont dépassé en politique une limite qui ne devrait pas être franchie. Dans l'analyse du monde contemporain, c'est un jugement légitime, de citoyens.

Mais lorsqu'on entre dans le domaine de l'histoire, les exigences sont différentes. Il n'y a certes pas unanimité parmi les historiens pour éliminer le jugement moral du récit du passé. C'est là, en vérité, une option. Nul ne dénierait la qualité de grand, de très grand historien à Macaulay, qui faisait comparaître les personnages du passé devant son tribunal et les condamnait souvent sévèrement. En Angleterre, il a encore des émules. Mais on enfonce une porte ouverte en constatant que le principe auquel se sont ralliées la plupart des écoles historiques occidentales, est que le rôle de l'historien consiste à comprendre et non à juger. Encore faut-il, si l'on adopte ce principe, s'y tenir avec rigueur. Cela n'est pas aisé. Sachons le reconnaître: quelque règle

1. Académie royale de Belgique. Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 1992, p. 9-27.

2. Libre Belgique, 19 juin 1996; Le Vif-L'Express, 14 juin 1996; Le Soir, 2 mai 1996.

que nous nous soyions donnée, la tentation du jugement moral, du jugement de valeur, nous guette fréquemment. Un moment d'inattention, d'émotion un moment simplement où le cœur parle, et le jugement surgit<sup>1</sup>.

Il faut donc, si l'on veut la rigueur, se surveiller soi-même. Ceci exige que l'on surveille aussi son vocabulaire. Or précisément, le « populisme », parce qu'il implique dans le regard sur le présent, le plus souvent, un jugement de valeur, le contiendra presque nécessairement aussi lorsqu'on l'appliquera au passé. Parlera-t-on de populisme lorsqu'un homme d'État doué de charisme a, dans une heure difficile, fait appel au patriotisme et galvanisé les énergies de la nation? Non, si l'on considère qu'il a fouetté en ces circonstances un sentiment noble. On ne parlera pas de populisme à propos du Churchill de 1940. Mais on en parlera si un leader politique a excité des passions nationalistes exagérées, xénophobes. Qui ne voit que ceci revient en fait à juger de la qualité morale du nationalisme: si nous le trouvons bon, sain, il ne pourra donner lieu à du populisme; si nous le trouvons malsain, le populisme peut entrer en scène. Insidieusement, l'emploi de « populisme » contient un jugement moral.

Ce que je viens de dire des nationalismes peut être dit tout aussi bien, cela va de soi, des phénomènes religieux. Là où la religion paraît noble, celui qui a fait appel aux sentiments religieux ne sera pas un « populiste ». Quand il y a fanatisme, son exploitation paraîtra du populisme. L'Église de Pologne n'était pas populiste lorsqu'elle soutenait la cause de la résistance nationale; elle le deviendra aux yeux de certains lorsqu'elle s'est ardemment mobilisée

dans la lutte contre la dépénalisation de l'avortement. Religion noble, ou à l'opposé intégrisme, fanatisme, avec bien entendu toutes les nuances intermédiaires: qui ne voit qu'il y a là un jugement porté par l'historien sur les qualités morales de la religion?

Répetons-le: le terme « populisme », employé pour désigner les réalités qui nous entourent, étant lourd le plus souvent d'un jugement de valeur, il ne pourra être lavé complètement de ce contenu lorsqu'on l'appliquera au passé. Et dans une telle application, l'historien, contrairement aux principes qu'il affiche, jugera.

*Jean Stengers*

#### L'ILLUSION D'UN PEUPLE ENTIER

Le terme « populisme » a acquis, de nos jours, une forte connotation péjorative. Le mot est devenu synonyme de dérive dangereuse vers le fanatisme et même de fascisme rampant. Le populisme, souvent analysé comme tentation/tentative de renversement des élites intellectuelles, politiques ou artistiques s'appuierait sur le charisme d'un chef/tribun s'adressant directement au « peuple », privé de ressources matérielles et peu éduqué. Par ces discours, ce chef procède par désignation de coupables, accapareurs et corrupteurs de l'intégrité du peuple. Il exalte des sociétés fermées, celles de « l'entre-soi ». Cette caractérisation, désormais bien connue, est insuffisante et, à mon sens, ébauche l'image simplifiée d'une bipolarisation singulière, et pauvre intellectuellement. D'un côté, un peuple grossier, dépourvu de tout sens politique, prêt à se jeter dans l'aventure promise par des démagogues autoritaires; de l'autre, un État républicain, une presse intelligente, des universitaires critiques, des experts savants.

<sup>1</sup> Je me permets de renvoyer à ce que j'ai moi-même écrit là-dessus: J. Stengers, « Quelques réflexions sur le jugement moral en histoire », *Académie royale de Belgique. Bulletin de la Classe des Lettres*, 1972, p. 189-205.

Cette conception traduit un relâchement intellectuel et une inculture historique. Elle permet l'occultation des questions sensibles qui se posent, particulièrement, dans les pays occidentaux : épuisement des traditions rurales et valeurs citadines en pleine élaboration ; libéralisme sauvage et installation durable d'une société duale ; mondialisation économique par seule excroissance financière ; citoyens en défiance à l'égard d'États en dysfonctionnement (clientélisme et corruption) ; crise des nations par arrivée massive d'hommes venant du Sud (et non plus de l'Est comme c'était le cas autrefois).

Il est alors facile, par paresse de réflexion et d'investigation d'accueillir, avec mépris, les cris de « philistins » contre un cercle progressiste et savant... N'est-ce pas, précisément, ces attitudes arrogantes qui peuvent nourrir toutes les dérives les plus dangereuses, en particulier communautaristes ? C'est cela que je voudrais tenter d'évoquer, rapidement, à partir de mon regard d'historien sur le monde colonial, et les processus migratoires post-coloniaux<sup>1</sup>.

Qui est le « peuple », et qui sont les « élites » en situation coloniale ? La réponse se trouve, en partie, dans le mot « civilisation » : d'un côté une minorité civilisée européenne, de l'autre un « peuple » victime d'arriération culturelle, seulement possédé par une vision religieuse du monde (généralement l'islam). À partir de cette position, un *faux modèle* de la République va s'édifier. Il faudra remédier à cette déplorable situation par un programme de « rééducation » du peuple. Les membres d'une « avant-garde » auto-constituée, protégée par ses privilèges juridiques de possibles intempéries sociales, se donnera pour mission d'inculquer une civilisation. En Algérie, c'est pour

relever ce défi que se construira un « parti du peuple entier », le *Parti du Peuple algérien* (PPA, d'où seront issus tous les initiateurs de la guerre contre la France à partir de 1954). Il procède par réactivation de traditions « perdues » et « rétablies » dans leur pureté originelle : le populisme politique surgit comme refus de l'arrogance des possédants, revendication de dignité, reprise de thèmes et configurations symboliques de caractère religieux. Le populisme est une réponse communautariste, dangereuse à un faux modèle de la République, imposé, dénaturé.

Dans le processus de décolonisation, les « petits blancs » pris par la peur du déclassement social et juridique vont être terrifiés par ce qu'ils considèrent (à leur tour) comme une invasion d'hommes différents. Cette attitude se retrouvera, en « métropole », à l'égard des minorités ethniques, souvent décrites comme non « civilisées » et inassimilables. Un contre-populisme, à base de « culture blanche », s'installe.

C'est moins alors une culture de cosmopolitisme populaire qu'il faut mettre en circulation pour apaiser peurs et tensions, que le rétablissement d'une authentique culture républicaine, débarrassée des scories coloniales (préjugés, stéréotypes à l'égard de l'Autre, « l'étrange étranger »). Cette démarche est difficile, fragile, douloureuse : un républicanisme trompeur qui refuse l'Autre sous prétexte d'impossible assimilation aux principes de la République (le judaïsme hier, l'islam aujourd'hui), s'est mis en place depuis quelques années. Il a pris la forme de sommations à l'égard des minorités.

La mémoire coloniale, d'un côté comme de l'autre (arrivés et présents) fonctionne encore, affleure comme exemple, ou contre-exemple absolu. Mais il n'est pas absurde de penser que ces frontières-héritages d'une histoire lourde, ne sont pas des barrières infranchissables. Les connivences existent et les hom-

1. Thèse d'État, sous la direction de Charles-Robert Ageron, sur l'Histoire de l'immigration algérienne en France (1922-1982), Université de Créteil, 1991.

mes pénètrent à l'intérieur d'autres mondes, se comprennent réciproquement.

Le populisme, illusion d'un peuple entier, soudé, à la recherche de racines mythiques, sans différenciations sociales, culturelles ou de provenances géographiques, s'effacera lentement. Ordonné par les effets de la loi républicaine, du respect des usages et du travail. Le temps des « sociétés fermées » est révolu, celui des principes universels de la République arrive.

*Benjamin Stora*

---

### LE TROMPEUR ET LE CYNIQUE

La question du populisme renvoie à la fois à une question classique de la pensée politique et à un problème pratique. La question est celle de la priorité à donner à l'un des éléments du couple que forment le peuple et le pouvoir. La question pratique est le réglage de leurs rapports.

Pour les héritiers d'Aristote, de saint Thomas, de Montesquieu, le peuple, ou la nation, est antérieur au pouvoir qui l'exprime et l'organise. Le romantisme politique insistant sur l'importance de la langue, des mœurs, des coutumes illustre particulièrement cette thèse. Au contraire, pour les pères de la pensée politique moderne, c'est le fait d'être représenté politiquement qui fait exister un peuple, que cette représentation soit la soumission au Prince (Hobbes) ou bien l'entrée dans l'alchimie de la volonté générale (Rousseau). Mais les effets pratiques de ce choix ne sont pas immédiats; ils dépendent de la manière que l'on a de maintenir ou de prétendre annuler la distance entre deux pôles qui de toutes façons subsistent, ni le pouvoir ni le peuple n'ayant le don d'ubiquité. Dans le cas français, la nation politique peut justifier la terreur jacobine, aussi bien que

le jeu complexe de la Troisième République avec les diversités sociales, régionales et religieuses. De même le sentiment de la priorité du peuple sur l'État est à la base de la démocratie anglaise et de son sens du partage des rôles aussi bien que de l'État du peuple nazi. On peut même dire qu'à la limite, dans les expériences totalitaires, la question de la priorité s'efface. Par exemple, l'artificialisme communiste, exemplaire de la priorité donnée au politique, utilise, au moins dans les moments de crise, sous Lénine, Staline ou Mao, le sentiment populaire d'extériorité par rapport aux appareils de pouvoir et de gestions. À l'opposé, Hitler après avoir répercuté, flatté, exalté, tous les ressentiments populaires, termine en souhaitant la destruction du peuple allemand qui s'est révélé indigne de sa mission. Convergence logique puisque les plus violentes dénonciations de l'extériorité du pouvoir sont des appels à un pouvoir confondu avec le peuple. Et qu'à l'opposé le « pouvoir populaire » ne peut manquer de devenir ennemi du peuple réel qu'il embrasse de si près qu'il l'empêche de respirer tout en devenant lui-même de plus en plus pur appareil de répression, jusqu'à ce que les « sociétés », comme on disait en Europe de l'Est, ne reprennent leur terrain au pouvoir abusif.

Mais la question actuelle du populisme résulte moins de passions fusionnelles, que de l'écart établi entre le haut et le bas des sociétés, surtout entre les appareils de gestion et un peuple qui se sent de moins en moins représenté. La démocratie moderne a surmonté d'inquiétantes maladies infantiles, des tendances à la capture mutuelle du peuple et du pouvoir, un populisme actif, utopique, dogmatique. Mais elle semble désormais, souffrir de la distance excessive entre les deux termes, à quoi correspond un populisme passif et réactif.

L'époque des totalitarismes fut celle des crises liées à ce que l'historien américain

George Mosse a appelé «la politisation des masses». Entre 1880 et 1920, des catégories de populations jusqu'alors encadrées par la coutume et cantonnées dans la soumission se virent offrir le droit de suffrage, l'alphabétisation, la presse populaire et les partis de masse. Elles connurent le choc déstabilisant de l'émancipation, elles commencèrent à rêver d'un pouvoir qui leur était jusqu'alors très étranger. Dans une chronique de *La Revue Blanche*, Péguy notait à la fin de l'affaire Dreyfus un effet imprévu de l'émancipation: de purs produits de l'école de la République avaient en l'occurrence épousé la raison d'État, fait leur (en croyant ainsi se grandir) le cynisme des généraux et des ministres. Qu'en s'identifiant à une image du pouvoir, à la violence du pouvoir, à son arbitraire, qu'en se livrant à des passions jusqu'alors réservées aux puissants on s'élève, cette illusion se retrouve dans le bonapartisme, le boulangisme et les divers fascismes. Elle est symétrique du mensonge d'un pouvoir dit prolétarien, qui prétend s'être mis au niveau du peuple.

Le problème des démocraties contemporaines, tel qu'il est devenu évident depuis 1989, est tout autre. Une fois débarrassées de la concurrence des prétendus pouvoirs populaires et résolues à conjurer les pathologies qui avaient conduit aux totalitarismes, les démocraties ont institutionnalisé de plus en plus la distance entre le peuple et le pouvoir. Non seulement la critique de la démocratie représentative disparut, mais on a autonomisé et multiplié les intermédiaires entre la volonté du peuple et la gestion ou la réglementation de la cité. En passant de la souveraineté de la loi à celle de la constitution puis à celle des déclarations de droits, on a augmenté le pouvoir des exécutés et diminué celui des représentants, au point de faire du suffrage un roi fainéant. L'État de droit (sur-tout quand le droit s'internationalise) est

ouvert à l'individu procédurier mais fermé au citoyen, soupçonné d'intentions liberticides. Les règlements européens, justifiés par la nécessité de compromis pratiques, ne renvoyant à aucune volonté générale et même à aucun intérêt général, illustrent la mise à l'écart du corps politique. Le délabrement de l'État providence est l'aspect matériel de la rupture du contrat de citoyenneté dont l'essoufflement de la représentation politique est l'autre face.

Un nouveau régime semble ainsi s'installer, après démantèlement des équilibres civiques et sociaux antérieurs, produit des déceptions de l'histoire européenne et des poussées de la mondialisation. On peut se demander s'il n'y a pas accord entre les gouvernants et les peuples, du moins la majorité des populations pour dévaluer ainsi le politique, dévaluation dont les uns et les autres attendraient une diminution de leurs obligations, obligations d'agir d'un côté, allègement des responsabilités, et de l'autre diminution des disciplines et des contributions de solidarité. La popularité de l'allègement fiscal le donnerait à penser. L'actuel malaise dans la cité, l'émergence d'un nouveau populisme, fait cependant douter qu'un équilibre correspondant à un bas niveau de politisation soit en vue, du moins peut-on dire qu'il n'a pas été trouvé.

Dépossédé, le peuple réagit de deux manières dont on peut dire qu'elles relèvent d'un nouveau populisme. Pour l'essentiel, il s'absente du forum où il n'a plus rien à faire et se replie sur l'Aventin; en langage actuel, on dira qu'il est devenu l'«opinion» (on ne dit plus l'opinion publique). À peine a-t-on voté, sans empressement, qu'on se désidentifie de ceux qu'on a portés au pouvoir, qu'on les entoure de méfiance, qu'on s'intéresse moins à leurs actions et intentions qu'à leurs stupres. Ce scepticisme s'accompagne d'une tolérance découragée devant des «fléaux sociaux» qu'on pensait sur-

montés. Qui n'espère rien ne saurait rien exiger avec conviction et persévérance. Les «mouvements sociaux» relèvent de la dénégation. Mauvaise humeur et résignation font la paire. Ce quant à soi est un populisme, mais désenchanté, sans l'utopie d'un pouvoir qu'on s'approprierait. Par bien des côtés, le populisme hargneux, protestataire, déraisonnable qu'on dénonce est en continuité avec le retrait sur l'Aventin. Principale différence, il est le fait de ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour pratiquer les médiocres vertus de la patience morose. Ces écorchés, ces méchants (bien qu'ils se contentent souvent de protester ou de blasphémer dans les urnes) se sentent particulièrement menacés dans leur statut civique (par l'immigration), dans leur statut économique (chômeurs, emplois ou entreprises précaires), dans leur statut culturel (la culture républicaine manque à ceux dont elle était la religion). Ce populisme-là, même s'il a des racines à l'extrême droite, n'est pas le prodrome d'un fascisme. Collection de frustrations et de déceptions, amas de défiances, il manque de force cohésive.

L'émancipation de l'individu a d'abord poussé les masses vers la politique, d'où leur était venue la liberté. Maintenant elle les en éloigne, en les encourageant à jouir de cette liberté. Mais l'équilibre à bas niveau d'implication qui semble correspondre à cette tendance est instable. Le populisme de retrait et le populisme de protestation paralysent le politique, nécessaire pourtant aussi bien devant les défis internationaux que pour l'unité sociale. C'est pourquoi l'affaiblissement des identifications n'est pas facteur d'apaisement mais de discorde et d'impuissance collective. Les gouvernants qui ont démantelé le politique pour des facilités à court terme (se faire imposer ce qu'ils n'osaient pas proposer) se trouvent démunis devant une société rétive et repliée.

On croirait assister à un vieillissement, voire à une sénilité des démocraties modernes qui, à peine sorties de ces maladies de jeunesse que furent les dangereuses passions fusionnelles, les identifications malsaines aux pouvoirs acclamés, souffrent du divorce entre le haut et le bas, apparaissent usées. Ce que ne semblent pas comprendre certains tireurs de sonnettes d'alarme qui se croient en 1933, sans voir la différence entre le refus de la démocratie et les effets de sa désactivation.

Peut-être devait-on, comme souvent quand on s'interroge sur les avatars de la démocratie, interroger le grand anthropologue de modernité que fut Jean-Jacques Rousseau. Il a eu le mérite en effet de soutenir à la fois que la politique est le lien, le liant moderne des peuples (thèse pertinente devant l'affaiblissement de tous les autres facteurs d'appartenance) et de préserver cette essence du politique d'être confondue avec l'action de gouvernants dont il s'est méfié plus que personne. Pour lui, l'intégration, l'identification du peuple à la cité est à la fois une croyance de base et toujours inaccomplie. La démocratie pure serait le gouvernement des dieux; celle qui existe en fait, la démocratie représentative, est nécessairement biaisée. Faisant ainsi de la démocratie une action problématique, c'est comme espérance qu'il nous aide à la comprendre. La volonté générale est à la fois le fondement et ce qui n'existe pas puisque si elle était vraiment là il n'y aurait entre nous aucune oppression. Seule une démocratie espérante, à la recherche d'elle-même, pourrait répondre au désenchantement actuel comme à l'illusion totalitaire d'un monstrueux court-circuit entre le haut et le bas du corps politique, résoudre la question des deux populismes, le populisme trompeur (trompé) et le populisme cynique.

*Paul Thibaud*

---

## LE BRUN, LE ROUGE ET LE FRANÇAIS

Le populisme est l'appel d'un leader à un peuple contre les politiques et les intellectuels qui le trahissent. Appel au peuple profond contre de mauvais représentants; rappel à ce qui définit et ce qui unit contre ce qui divise et oublie l'essentiel. Car le populisme n'en appelle jamais au peuple mais à un peuple, à un être historique *volk* en Allemagne, *narod* en Russie, mais aussi *pueblo* ou *povo* en Amérique latine, et même nation en France, malgré le sens opposé que ce pays a voulu donner à ce mot. Le populisme n'est pas un mouvement social, si on donne à cette notion le sens précis d'action collective conflictuelle pour transformer la gestion sociale des ressources et des modèles culturels principaux d'une société, mais une crise de la représentation politique et intellectuelle. Ce qui donne au populisme des sens opposés, selon qu'il se dresse contre un régime oligarchique débordé ou contre un régime démocratique confronté à des crises qu'il ne parvient pas à résoudre.

### *Le populisme rouge*

La naissance des démocraties a souvent été préparée par des populismes qui se voulaient libérateurs. Un cas extrême est celui du populisme russe, mouvement intellectuel – Terre et Liberté – qui partit des villes pour réveiller les campagnes au lendemain de l'abolition du servage par Alexandre II et qui, impuissant à organiser les paysans, s'épuisa ou parfois recourut à des actes terroristes pour réveiller un peuple encore « aliéné ». Plus proche du mouvement démocratique fut le bonapartisme français qui, si souvent, joignit ses forces à celles des premiers républicains sous la monarchie de Juillet, mais qui se transforma en son contraire quand la campagne plébiscitaire rameuta

les voix conservatrices et surtout paysannes contre ce qui leur apparaissait comme une émeute dangereuse pour l'ordre public. Ce qui rappelle que toujours l'appel au peuple, même quand il est lancé au nom des déshérités, des sans-voix, porte aussi en lui la défense des catégories moyennes contre ce qui les menace ou leur est étranger, aussi bien en bas qu'en haut de la société.

C'est en Amérique latine que le populisme a joué le rôle le plus important, ou plutôt que des régimes d'inspiration populiste, qu'on appelle nationaux-populaires, ont exercé la plus longue influence, mêlant toujours en eux, de manière diverse et même opposée, la lutte contre l'oligarchie ou la démocratie restreinte et l'élargissement d'une classe moyenne soutenue par l'État et prompt à réprimer le soulèvement des pauvres, de ceux qui ne peuvent pas profiter de l'action à la fois progressiste et restrictive de l'État populiste. Du Mexique de Cárdenas, encore si proche des années rouges de la Révolution, à l'Argentine d'un Perón, proche au début des idées de Mussolini mais cherchant un développement national dans lequel s'uniraient les syndicalistes de la CGT et les patrons de la CGE, en passant par l'APRA péruvienne, le Trienio vénézuélien, la Révolution bolivienne de 1952, etc., les régimes nationaux-populaires en Amérique latine ont parfois été proches des dictatures militaires, mais souvent, au contraire, ont ouvert une démocratie jusque-là limitée, dominée par l'oligarchie et les intérêts étrangers. Le premier cas sur le continent fut celui de Battle y Ordoñez en Uruguay et le plus récent celui de E. Frei qui lança au Chili la réforme agraire et organisa les faubourgs populaires. Les régimes nationaux-populaires, appuyés sur des partis de masse et des élections, ont lancé, pendant un demi-siècle, des politiques d'intégration nationale, de développement économi-

que et de justice sociale – le péronisme ne s'est-il pas appelé justicialisme et l'APRA péruvienne n'a-t-elle pas voulu défendre l'indo-américain? Rien ne permet de réduire ces régimes à des aventures autoritaires; ils ont le plus souvent accru, au contraire, la participation populaire et ont été soutenus par des mouvements paysans et ouvriers. Mais ce débordement des cadres politiques anciens, qui échouera presque uniquement en Colombie où l'assassinat de Gaïtan, leader populiste, fit éclater une guerre civile sanglante entre les factions opposées de l'oligarchie, ne fut pas seulement arrêté par des réactions conservatrices qui en appelèrent en général à l'armée: il fut limité aussi par son propre mouvement, parce qu'il fut plus orienté vers l'élargissement du centre que vers la montée des classes les plus pauvres ou les plus dominées, ce qui permit à bien des dictateurs d'en appeler au peuple pour combattre les populismes.

On pourrait étendre géographiquement et historiquement cette description du populisme comme maladie infantile de la démocratie, car l'appel à un peuple a eu souvent une force libératrice, là où l'expression démocratique des intérêts sociaux ne parvenait pas à se former et à s'associer à la défense d'un peuple devenant nation, c'est-à-dire sujet politique contre les forces extérieures, étrangères, qui le dominent.

### *Le populisme brun*

Mais il existe presque toujours, même dans ces populismes associés à une ouverture de la vie politique, un aspect défensif, au service de nouvelles ou d'anciennes classes moyennes qui se protègent à travers l'État contre la pression des classes dangereuses ou des marginaux. Il y a toujours un aspect antipopulaire dans le populisme. C'est vrai aussi dans le populisme américain du 19<sup>e</sup> siècle qui défendait les petits *farmers* et la

monnaie d'argent contre la montée de l'industrie et de la monnaie d'or. Du mouvement des *green backs* à la campagne présidentielle qui se traduisit par la défaite du bimétallisme, la classe moyenne rurale défendit ses intérêts menacés. Au 20<sup>e</sup> siècle, les poussées populistes aux États-Unis furent beaucoup plus nettement réactionnaires et appuyées sur des petits Blancs du Sud dressés contre l'émancipation des Noirs. Les partis paysans des pays balkaniques furent plus clairement encore des mouvements conservateurs de tendance autoritaire et nationaliste.

Mais il est difficile aux Européens d'aujourd'hui de percevoir ces divers sens positifs et négatifs du populisme, tellement ce mot évoque pour eux des mouvements qui ont détruit la démocratie au nom du peuple. Le mot «populiste» a été recouvert par le mot allemand *Völkisch* qui a servi aux nazis à se définir eux-mêmes comme mouvement populaire. L'appel au peuple et à son unité a servi de prétexte au rejet des débats et des conflits internes d'une société, rejet qui s'appuya sur le centre, sur les catégories moyennes qui s'identifient alors agressivement au peuple et à son essence culturelle et historique contre le désordre et contre les masses. S. M. Lipset, en parlant d'extrémisme du centre pour désigner le fascisme, a touché l'essentiel si on ajoute que le centre ne se définit pas lui-même comme tel, mais comme le porteur de l'essence nationale, de ce qui unit contre ce qui divise, de ce qui remplace les conflits internes par la mobilisation nationale contre des ennemis extérieurs ou définis comme tels.

Mais il faut se garder d'identifier ce populisme antidémocratique avec les nationalismes autoritaires et surtout avec le fascisme ou le nazisme, car le leader, l'État ou le parti imposent dans tous ces cas une construction qui ne peut pas être attribuée au seul populisme. Le

racisme hitlérien, le fascisme proprement dit de Mussolini ou la volonté de construire la Grande Serbie des nationalistes serbes ne peuvent pas être appelés populistes. Cette notion est trop faible pour porter le poids de constructions aussi élaborées et d'une volonté politique aussi agressive. Gardons à l'idée populiste sa signification plus négative que positive. Il y a dans tout refus de la démocratie une dimension populiste. Le rejet des moyens institutionnels de reconnaître et de traiter des conflits internes est par conséquent l'absorption par le leader, son parti et son mouvement, de ce rejet au nom d'un ensemble non politique dont la force vient de sa nature suprapolitique, créée par une histoire si longue et si profonde qu'elle échappe à la volonté humaine et encore plus au domaine des intérêts et des opinions. Il n'y a pas au sens strict de politique populiste, seulement un refus, une destruction sur lesquels peut se construire une politique qui peut devenir nationaliste, théocratique, impérialiste ou raciste ou un mélange de ces orientations, mais qui a d'autres sources que le populisme. Celui-ci ne suscite par lui-même que la dénonciation des partis et des groupes d'intérêts, le mépris des intellectuels qui ne transmettent plus des valeurs traditionnelles du peuple et de l'État. On ne peut même pas dire que le populisme remplace la société par l'État parce qu'il en appellerait à l'un contre la pluralité, car il ne conçoit pas l'État dans ses fonctions particulières et tend à faire tout fondre, y compris l'État, dans la notion holiste de peuple.

#### *Les populismes périphériques*

Dans la France d'après-guerre, bouleversée d'abord par l'industrialisation, ensuite par le ralentissement de la croissance et les effets de la globalisation économique, le populisme a pris la forme du poujadisme, qui était en effet un pré-

fascisme, puis celle du Front national qui, dirigé par un leader et des dirigeants d'inspiration d'abord fasciste ou parfois traditionaliste autoritaire, s'est transformé peu à peu en populisme, a été de moins en moins défini par un projet politique et idéologique et a exprimé de plus en plus le rejet des partis et des institutions par des catégories du centre menacées par la chute sociale. Petits entrepreneurs, commerçants et artisans, d'un côté, ouvriers et employés de l'autre. Ceux qui ont dénoncé, avec beaucoup de légèreté, ce qui était appelé la pensée unique, et qui était en réalité l'ensemble des contraintes internationales à l'intérieur desquelles devait et pouvait se placer l'opposition d'une droite et d'une gauche nationales, ont proclamé que le système politique français était incapable de gérer les intérêts de toutes les catégories, ou même de les manifester et de les exprimer. Ce n'est pas seulement le Front national qui a profité de cette perte de confiance dans le système politique. Ceux qui ont opposé la République à la démocratie en manifestant leur préférence pour la première, pour l'unité contre la diversité, pour la géopolitique contre les négociations sociales, se sont engouffrés dans la même brèche, et leur pensée ne peut avoir d'effet politique que si elle devient populiste, par exemple si elle reprend le gaullisme, un gaullisme qui ne fut ni celui de la résistance ni celui des gouvernements du général de Gaulle, mais celui du RPF à partir de l'appel de Bayeux. S'approchent aussi du populisme ceux qui en appellent à l'exception française, à la nature particulière de l'État en France, à la nécessité d'opposer à une économie dominée par les puissances sans patrie de l'argent l'identité nationale.

Mais tous ces populismes sont périphériques, ne peuvent pas échapper à leur caractère minoritaire car le système politique ne s'est pas écroulé et parce que

le général de Gaulle, auquel il est parfois fait référence, ne s'est jamais comporté au pouvoir comme un leader populiste, lui qui distinguait l'État – et donc la République – du peuple et la France et ses intérêts supérieurs des Français et de leurs passions. Et plus généralement, parce que les problèmes nationaux auxquels les pays comme la France sont confrontés ne sont pas tels qu'ils détruisent les oppositions politiques et sociales, même si en effet celles-ci apparaissent souvent comme artificielles quand elles s'entêtent à se définir indépendamment des problèmes nés de l'internationalisation de l'économie et auxquels elles doivent apporter des solutions.

On peut faire l'hypothèse que les poussées populistes visibles dans les divers secteurs du centre de la société, de ceux qui sont le plus directement menacés de chute et qui cherchent le plus activement des solutions autoritaires jusqu'à ceux qui se réfugient dans la forteresse de l'État national et en utilisent les ressources à leur profit, seront peu à peu absorbées par le système politique. Certes, la personnalité de J.-M. Le Pen interdit au Front national de se transformer en alliance nationale, comme l'a fait le MSI italien sous la direction de Gian Franco Fini, mais il est impossible que subsistent côte à côte les partis de la majorité actuelle et un Front national qui représente actuellement près de 15 % de l'électorat. De la même manière, à l'autre extrémité de la vie politique, l'extrême gauche comme en Italie encore, sera dans l'obligation de soutenir un gouvernement de centre-gauche si elle ne veut pas être accusée de faire le jeu de la droite, ce qui l'enfermera dans le système qu'elle semble parfois combattre.

Les poussées populistes dans la France contemporaine ne peuvent certainement pas porter en elles-mêmes un projet d'ouverture politique, comme les populismes que j'ai appelés rouges, mais elles ne sont pas davantage capables de pré-

parer l'invasion d'une nouvelle peste brune. Ne jouons pas à nous faire peur : le système politique s'est renforcé dans beaucoup de pays ; ce n'est pas assez pour parler de progrès de la démocratie, mais c'est une barrière qui limite les poussées populistes. En Amérique latine même, si on a vu apparaître dans divers pays des candidatures populistes, elles n'ont abouti nulle part, sauf peut-être au Pérou où le Sentier lumineux avait déclenché la violence politique et où M. Vargas Llosa ne proposait qu'un ultra-libéralisme qui effrayait une grande partie de la population qui vota donc pour Fujimori avant de le plébisciter, quand il détruisit le système politique. Mais même dans ce cas il est difficile de parler de populisme tant le régime de Fujimori se rapproche des nationalismes économiquement libéraux et politiquement autoritaires de beaucoup de nouveaux pays industriels qui se définissent par leurs objectifs économiques plutôt que par un appel au peuple qui serait d'ailleurs particulièrement complexe dans le cas péruvien.

Le populisme se définit par opposition au système politique, soit parce que celui-ci est trop fermé, soit parce qu'il apparaît incapable de faire face à une crise nationale majeure. Il ne constitue par lui-même ni une théorie politique ni un programme économique. Rien n'empêche aujourd'hui le système politique français de définir des choix et des programmes ; il ne lui manque que de se libérer de langages idéologiques vieillissants que protègent, il est vrai, beaucoup d'intellectuels. Mais dès lors que ce rajeunissement s'accélérera, la capacité d'intégration du système politique français se renforcera et les poussées populistes, sans disparaître, seront absorbées par les partis politiques, comme ce fut le cas, il y a longtemps déjà, en Grande-Bretagne avec le National Front.

*Alain Touraine*